

CONSEIL D'ADMINISTRATION
SÉANCE DU 15 NOVEMBRE 2024
DÉLIBÉRATION N°2024-34

Le 15 novembre 2024 à 09h30, le conseil d'administration de l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux s'est réuni sous la présidence de Mathieu Gallet.

Étaient présents :

Membres ayant voix délibérative	M. Lartigau	M. Pujolar	Mme Bosdecher
	M. Etcheçaharreta	M. Gallet	M. Leys
	M. Potier	M. Rouger	M. Compagnon
	M. Déloye	M. Ferrié	Mme Gaudin
	M. Lefèvre	Mme Nakanabo Diallo	Mme N'Diaye
	Mme Pistre	Mme Duval	M. Gauthier
	Mme Ollivier- Gouagna	Mme Païro	M. Ballet
	M. Froment	Mme Hébert	
Es qualités	Mme Dupouy-Labat	M. Jardiné	Mme Couderc
	M. Darbon		

Absents ayant voix délibérative et ayant donné procuration	Mme Bertrand Dorléac (à M. Gallet)	Mme Colin (à M. Potier)	Mme Duchesne (à M. Compagnon)
	Mme Lecis Cocco Ortu (à Mme N'Diaye)	M. Tiberj (à M. Déloye)	Mme Papin (à M. Potier)
Absents n'ayant pas donné procuration	Mme Cuvier		

COMPOSITION DE LA SECTION DISCIPLINAIRE COMPÉTENTE À L'ÉGARD DES USAGERS POUR L'ANNÉE UNIVERSITAIRE 2024-2025

Vu les articles 20 et 22 du décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux Instituts d'Études Politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements ;

Vu les articles R.741-3 et R.811-10 à R.811-42 du code de l'éducation ;

Considérant que le pouvoir disciplinaire est exercé par le conseil d'administration constitué en sections disciplinaires. Le pouvoir disciplinaire permet de sanctionner :

- Toute situation de fraude ou tentative de fraude commise notamment à l'occasion d'une inscription, d'une épreuve de contrôle continu, d'un examen ou d'un concours ;
- Tout fait de nature à porter atteinte à l'ordre, au bon fonctionnement ou à la réputation de l'établissement.

Considérant que la section disciplinaire d'un établissement public d'enseignement supérieur à caractère administratif peut être composée de 8 membres comme suit :

- 2 professeurs des universités ou assimilés (une femme/un homme) ;
- 2 maîtres de conférences ou assimilés (une femme/un homme) ;
- 4 usagers titulaires (2 femmes/2 hommes).

Considérant que du 10 octobre au 12 octobre 2023 les représentants des enseignants et enseignants-chercheurs de l'établissement au sein du conseil d'administration ont été élus pour trois ans ;

Considérant que du 15 au 17 octobre 2024 les représentants des étudiants de l'établissement au sein du conseil d'administration ont été élus pour l'année universitaire 2024-2025 ;

Considérant que les quatre représentants étudiants membres de la section disciplinaires sont élus au sein du conseil d'administration par et parmi les représentants élus étudiants ;

Considérant que la moitié des sièges est à pourvoir par des femmes, l'autre moitié par des hommes ;

Considérant, qu'après appel à candidature, les neuf élus étudiants ont procédé à l'élection des quatre représentants étudiants à la section disciplinaire ;

DÉCIDE

Article unique :

La section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de Sciences Po Bordeaux pour l'année universitaire 2024-2025 est composée comme suit :

NOM	PRÉNOM	FONCTION
COMPAGNON	Daniel	Président.e
DUCHESNE	Sophie	Membre
TROUVÉ	Matthieu	Membre
GAUDIN	Anne	Membre
FROMENT	Samuel	Membre
DUVAL	Emeline	Membre
BALLET	Bastien	Membre
PAÏRO	Maria	Membre

Après en avoir délibéré,

Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	29
Nombre d'abstentions	0
Nombre de voix pour	29
Nombre de voix contre	0

La présente délibération est adoptée.

Les dispositions de la présente délibération prennent effet dans un délai de quinze jours à compter de leurs réceptions par le Rectorat de l'Académie de Bordeaux, à moins que celui-ci n'en autorise l'exécution immédiate. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire. Elle est affichée de manière permanente au sein du Bureau B218, 11 Allée Ausone, 33 607 Pessac Cedex et est accessible sur le site internet de l'établissement.

Elle pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au Rectorat de l'Académie de Bordeaux et de sa publication.

